

Edipe

EMPLOI

Pourquoi pas
l'humanitaire ?

INTERNATIONAL

Un retour,
ça se prépare

FORMATION

Mastérisation des
enseignants :
ce qui va changer

Votre sourire a de l'avenir



Posez vos questions sur le Blog des Métiers : workingataccor.com



Nathanaël

- 2004 : Accor Siège, France - Projet Environnement
- 2005 : Contrat VIE (Volontariat International Entreprise) Afrique de l'Ouest
- Aujourd'hui : Accor Siège, France - Chargé de mission Développement Durable



Aifen

- 1993 : Sofitel Johor Bahru, Malaisie - Directrice Restaurant
- 2002 : Novotel Xinhua Wuhan, Chine - Directrice de la Restauration
- Aujourd'hui : Mercure Suzhou, Chine - Directrice Générale



Nadia

- 1997 : Accor Hôtellerie, France - Agent de Réservation
- 2005 : Novotel Londres Waterloo, Royaume-Uni - Réceptionniste
- Aujourd'hui : Sofitel Amériques, USA - Regional Revenue Manager



Mickaël

- 1999 : Ibis Paris Barthier, France - Réceptionniste
- 2001 : Ibis Southampton, Royaume-Uni - Chef de Réception
- Aujourd'hui : Accor Services France - Assistant des Opérations

Crédit photos : P.F. Besson



Edipe

MAI/JUIN 2009

SOMMAIRE

4/ L'ACTU EN BREF

10/ EMPLOI

Pourquoi pas l'humanitaire ?

13/ FORMATION

Mastérisation des enseignants : ce qui va changer

14/ RENCONTRE

Xavier Soler : un formateur « motivé »

16/ OUTILS

Cart@jobs déniche les entreprises qui recrutent

18/ INTERNATIONAL

De la nécessité de préparer son retour

21/ PAROLE D'EXPERT

Entretien d'embauche : « Être cohérent entre ce que l'on est et ce que l'on montre »

22/ COMPÉTENCES

L'université de Tours forme à la création d'entreprise

24/HORIZONS

Les métiers de la banque et de l'assurance

26/ PRATIQUE

Créer son association

28/ FORMATIONS INSOLITES

30/ À LIRE

Les SUIO : des acteurs rassurants

ÉDITO

La LRU a certainement tous les défauts du monde. Comme toutes les lois nouvelles. Nous aspirons tous au progrès, mais celui qu'on nous propose ne nous convient jamais tout à fait, voire pas du tout, et la tentation de le juger rétrograde devient parfois une position de principe.

Mais parmi les réformes entreprises par Valérie Pécresse, la création dans les universités des BAIP (Bureaux d'aide à l'insertion professionnelle), qui devront être animés avec une culture du résultat, sont peut-être une innovation dont les étudiants, usagers de l'université dont la mission est de les former en vue d'une insertion dans la société, se féliciteront avec le recul.

Quant à savoir comment ces BAIP se développeront par, auprès/ou dans les SUIO (services d'orientation), c'est une considération de « cuisine interne » certes, mais d'importance, qui fera notamment, avec la question des stagiers, l'objet des travaux des directeurs de ces services lors de leurs prochaines journées nationales.

L'université bouge et, en marge des mouvements qui peuvent susciter des inquiétudes, ses acteurs s'en préoccupent dans l'intérêt des étudiants. Voilà qui rassure.

Edipe

EDIPE est un magazine édité en collaboration avec la Conférence des Directeurs des SCUIO-IP des universités.

epicure Directeur de la publication : Philippe TOUZEAU-MENONI, direction@editions-epicure.com – téléphone : 01 60 60 21 99 • Rédacteur en chef : Fabien CLUZEL, f.cluzel@editions-epicure.com – téléphone : 05 63 73 51 40 • Rédactrice en chef adjointe : Camille PONS • Rédaction : Fabien Cluzel, Sylvie de Mathuisieulx, Camille Pons • Pour la Conférence des Directeurs de SCUIO-IP – Élisabeth ALIMI – Philippe AUGÉ – Christian CORMIER – Christian MOREAU • Rédaction : Fabien CLUZEL, Camille PONS, Sylvie DE MATHUISIEULX • Révision : Élisabeth KNEBELMANN • Conception graphique : Sandrine LEMARCHAND • Direction technique : Sébastien DEGLIAME, D&D Graphiks : sebastien.degliame@degraphiks.com • Publicité commerciale : Marc ROUANET, directeur – ICE MEDIA www.icemedia.fr – 161, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris – Téléphone : 06 72 81 07 72 / 01 43 07 58 50 – marc@icemedia.fr • Crédit photos : Service Photo université de Paris 12, Phovoir, Pixland, Digital vision, Didier Taillefer, Camille Pons • Tirage : 100 000 exemplaires • Prix de vente au numéro : 3 euros TTC. Abonnement pour dix numéros : 12 euros TTC • Diffusion : remise dans les 86 SCUIO-IP des universités • ISSN : 1967-5534 • Dépôt légal : mai 2009 • Impression : Litografia Rosés.

Stages dans le public : au moins 30 % du Smic

Le gouvernement a tranché en avril : tout stage de plus de deux mois dans la fonction publique sera rémunéré par une gratification d'au moins 30 % du Smic. Les administrations auront la possibilité de rémunérer au-delà de ce montant, lorsqu'elles considéreront que le niveau de qualification et la nature des activités le justifient, sachant que la rémunération minimale se base sur des stages « consistant pour l'essentiel à observer le fonctionnement d'un service, réaliser des comptes-rendus de réunion ou des travaux ponctuels dans une optique de découverte des diverses facettes de l'activité du service d'accueil ». Quant aux étudiants qui effectueront des stages de durées inférieures, ils bénéficieront au moins d'un défraiement et de facilités telles que l'accès aux restaurants administratifs. Côté privé, les ministres ont aussi prévu le versement d'une aide exceptionnelle de 3 000 euros à l'embauche en CDI des jeunes entrés en stage avant le 1^{er} mai et si l'embauche est réalisée avant fin septembre 2009.

Pas discriminés via mon CV.com

Pour éviter la discrimination, cliquez sur mon CV.com. N'importe quel particulier peut créer simplement et gratuitement son CV et le diffuser automatiquement sur les principaux sites de recrutement français avec l'avantage de permettre aux utilisateurs de créer des CV anonymes mais surtout d'être conseillés. Une initiative utile et récompensée d'une Mention spéciale du jury des Trophées Paris Business Angels, pour « son utilité sociale ».

Plus de diplômés du sup que les générations précédentes

Le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur en Europe augmente au fil des générations, constate Eurostat. 30 % des personnes ayant entre 25 et 34 ans avaient un diplôme supérieur en 2007 contre 25 % des 35-44 ans et 19 % des 45-64 ans. Dans tous les États membres, la proportion de diplômés était plus élevée dans le groupe d'âge le plus jeune que dans le plus âgé, sauf en Allemagne. Avec les proportions les plus élevées à Chypre (47 %), en Irlande (44 %), en France (42 %), en Belgique (41 %), au Danemark et en Suède (40 % chacun). Autre constat, la proportion de diplômés a plus augmenté chez les femmes que chez les hommes. Alors que dans le groupe d'âge le plus âgé, les hommes étaient plus nombreux que les femmes à détenir un diplôme (21 % contre 18 %), le rapport s'est inversé chez les plus jeunes (26 % pour les hommes et 34 % pour les femmes). Après, rien de nouveau, constate Eurostat : « L'impact du niveau de formation des parents demeure important, même si l'influence s'est réduite pour ceux dont les parents avaient un niveau de formation inférieur ».

Accès au sup : la roue tourne lentement

Les inégalités persistent... et signent. La dernière note statistique du ministère de l'Enseignement supérieur sur les effectifs dans le supérieur montre que les enfants de cadres représentent un tiers des étudiants alors qu'ils ne constituent qu'un peu plus du dixième de la population. Autre exemple, les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures sont quatre fois plus représentés à l'École nationale d'administration (ENA) que les enfants d'ouvriers. Dans le cadre de sa réforme, l'ENA envisage néanmoins de créer une classe préparatoire réservée aux étudiants les plus défavorisés, tout comme l'ENM (École nationale de la magistrature). Celle-ci en a créé trois, gratuites, depuis janvier 2008 à Paris puis à Douai et Bordeaux, sachant que les prépas privées par lesquelles passe plus de la moitié d'une promotion coûtent aux alentours de 3 000 euros. 3 étudiants de la prépa parisienne ont intégré l'ENM, 2 autres ont été jusqu'aux oraux et 5 ont réussi des concours de la fonction publique de haut niveau.

STAPS : plus adaptables et plus insérables que les autres ?

Une récente enquête du CEREQ (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) menée auprès de 65 000 jeunes diplômés de licence générale en 2004, fait ressortir un taux de chômage particulièrement bas chez les diplômés STAPS, 3 ans après la fin de leurs études. Ainsi, ils ne sont que 3 % à être au chômage, second meilleur taux parmi les 19 disciplines interrogées. Parmi eux, 30 % sont cadres et 86 % ont un statut de cadres ou professions intermédiaires, ce qui dépasse la moyenne observée sur l'ensemble des disciplines : 16 % des licenciés interrogés sont cadres et 81 % cadres ou professions intermédiaires. De bons résultats sûrement dus en partie à une importante diversification des formations depuis la fin des années 90, pour positionner sur des métiers qui répondent à une demande sociale : prise en charge du vieillissement, lutte contre l'obésité, tourisme, loisirs, communication événementielle, marketing sportif...

Une école de commerce « low cost »

Le groupe Medicis ouvrira à la rentrée prochaine à Paris une nouvelle école de commerce, la MBS (Medicis business school) qui aura pour originalité de proposer une formation « low cost ». Les frais de scolarité seront de 2 900 euros par an contre environ 7 000 euros pour la plupart des écoles de commerce. Un coût, selon le groupe, « équivalent à un contrat de travail de 12 heures par semaine, permettant l'autofinancement par l'étudiant », sachant que l'école s'engage à accompagner les élèves jusqu'à l'obtention d'un emploi et à leur offrir le redoublement s'ils échouent. Les étudiants pourront se spécialiser en ressources humaines, marketing, communication et finance, via deux diplômes bac +3 et +5 reconnus par la Fede (Fédération européenne des écoles) à défaut de l'État français.

Orientation : les jeunes pensent « insertion » autant qu'« envie »

Plus réalistes que leurs parents les jeunes d'aujourd'hui ? Selon la 4^e édition du « Baromètre orientation » de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, « Faire ce qu'on aime » est un élément de choix d'orientation plus important pour les parents (74 %) que pour les enfants, même si cela reste leur motivation première (61 %). Mais ils considèrent davantage que leurs paternels que les débouchés professionnels sont aussi à prendre en compte (32 % des jeunes contre 20 % des parents). Bref, ils sont raisonnables. Ce qui explique que le choix de leur école est surtout conditionné par le programme et le lien de l'établissement avec le monde professionnel alors que la réputation de l'école, certes importante pour eux, n'arrive qu'en troisième position.

Enquête en ligne sur www.cciip.fr/orientation-formation

Hémorragie

Indépendamment des événements qui risquent de plomber sérieusement leur image, les universités enregistrent déjà de profondes tendances à la baisse des effectifs, liée notamment à la démographie. Ainsi, après les « mauvaises » années 2006 (-3,3 % d'inscrits en licence) et 2007 (-4,3 %) et une estimation de -2,4 % pour 2008, les dernières statistiques officielles estiment que le nombre d'étudiants va chuter de 15 % entre 2007 et 2017 dans les facs (hors IUFM), soit deux fois plus que dans l'ensemble du supérieur. Principales « victimes » : les filières de sciences et de lettres.

L'Australie charme les étudiants français



L'Australie a pris du galon par rapport aux États-Unis dans le cœur des étudiants français. Ainsi, le nombre de jeunes Français inscrits dans le système éducatif australien a augmenté de 85 % depuis 2002. En 2008, ils étaient 3 705, dont 1 219 dans une université. Il faut dire que les universités font tout pour les attirer. Réunies au sein d'« Australia Mag », organisme créé en 1992 pour prospecter le marché français, elles proposent notamment un service de prise en charge des dossiers de candidature jusqu'à l'admission définitive - visa et tracasseries administratives compris. Et en

plus de proposer des campus « à l'américaine » et un cadre de vie exceptionnel, les frais de scolarité y sont moins élevés qu'aux États-Unis puisqu'une formation de master revient environ à 10 000 euros par an. L'organisme signale aussi que le pays connaît « une croissance de 4 à 5 % par an et offre de multiples opportunités d'emploi pour les jeunes qualifiés ». Ce qui explique peut-être que sur les 980 000 étudiants du pays, 20 % sont étrangers.

DROIT :

entraînés comme des pros à Lille

Original : la Faculté libre de droit de Lille et l'association étudiante « Conférence Cicéron » ont organisé une simulation d'audience en cour d'assises pour les étudiants. Après préparation de leurs interventions sur un cas issu de l'actualité, « Monsieur X, 47 ans, tue son épouse et conserve le corps à son domicile pendant 6 jours avant de se dénoncer à la police », les étudiants se sont prêtés à un jeu de rôle en endossant ceux de différents acteurs judiciaires (avocats, juge, procureur, témoins, accusé...), en présence d'un jury de professionnels composé de magistrats et d'avocats. Une bonne initiative pour faire appliquer concrètement aux étudiants leurs connaissances en droit, mais aussi et surtout « les faire évoluer auprès de professionnels reconnus dans le monde juridique », souligne l'établissement.

Un concours ingé pour l'aéronautique « verte »

Si les initiatives dites en faveur du développement durable fleurissent à tort et à travers et font souvent plus de bruit que d'effets, celle-ci a le mérite d'être formatrice : faire plancher des étudiants sur des « idées éco-efficientes et innovantes pouvant contribuer au développement de l'aviation du futur ». Lancé en octobre 2008 par Airbus, le concours « Fly your ideas » a mis en lice plus de 2 350 étudiants de 82 pays. Deux équipes françaises et une franco-américaine ont passé le premier tour. L'équipe de l'École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile de Laval a été retenue pour son projet visant à développer des moteurs électriques sur les trains d'atterrissage afin de rendre les déplacements sur les aéroports plus écologiques. Celle de l'École française d'électronique et d'informatique de Villejuif et de l'IUT B de Villeurbanne propose d'utiliser l'hydrogène comme carburant éco-efficient. Enfin, un étudiant de l'École nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement de Brest, avec des étudiants du Georgia Institute of Technology, défend une méthodologie qui permet de définir les technologies embarquées, le design des avions et l'utilisation qui en est faite afin de rendre l'aviation encore plus « verte ». L'équipe gagnante recevra 30 000 euros lors du Salon aéronautique du Bourget en juin.

Santé mentale

44 % des étudiants auraient déjà consommé du cannabis, 4,5 % de la cocaïne et 3,4 % des champignons ou de l'ecstasy, selon une étude de l'hôpital Sainte-Anne et du service universitaire de médecine préventive de Paris, menée auprès de 3 800 étudiants. 16 % des interrogés ont eu, au cours de leur vie, une consommation au moins hebdomadaire de cannabis, tandis que 18 % de ceux qui ont déjà été exposés à ces substances présentent des signes manifestes d'abus. L'étude montre aussi que « tous les étudiants ne sont pas égaux face à la consommation de cannabis ». Ainsi, 34 % de ceux qui en fument régulièrement disent ressentir des hallucinations, tandis que les autres l'associent davantage à la détente ou à l'euphorie. « Une majorité ressent donc des effets plutôt positifs. Mais un tiers a des symptômes qui peuvent être problématiques, et qui sont potentiellement des facteurs précipitants de troubles psychotiques », selon le chercheur Yannick Morvan (Inserm).

Bibliothèque numérique mondiale en accès libre

Lancée par l'UNESCO et 32 institutions du monde entier, la bibliothèque numérique mondiale (World Digital Library) propose un accès libre et gratuit à des manuscrits, cartes, livres rares, films, enregistrements sonores, illustrations et photographies de toutes les époques et de toutes les cultures. Disponible en sept langues, français, anglais, espagnol, portugais, russe, arabe et chinois, elle doit permettre d'améliorer la qualité et la diversité des ressources culturelles non-anglophones et non-occidentales sur Internet et contribuer à l'enseignement et à la recherche universitaire.

Bankexam.fr : réviser en ligne et sans frais



Un outil de révision en ligne gratuit qui centralise les annales de concours et d'examens et qui évolue constamment grâce aux membres du réseau, telle est la vocation du site bankexam.fr. La grande originalité, c'est que les sujets et leurs corrigés peuvent être mis en ligne par tous afin que les fonctionnalités du site ne soient pas réservées à une communauté fermée d'utilisateurs. Évidemment, une équipe de professeurs et/ou d'étudiants impliqués (membres d'assos) est en principe chargée de la validation des documents et de la mise à jour. La formule a l'air de marcher puisqu'un an après son lancement, Bankexam affiche plus de 50 000 documents dispos (annales, corrections). RDV sur www.bankexam.fr.

Français à la fac : révisions obligatoires

« Au lycée, on a baissé les bras sur le niveau de français et on assiste depuis plusieurs années à une sorte de secondarisation de l'enseignement supérieur », relatait le quotidien *La Croix* du 2 mars. On y apprend que, de plus en plus, les universités imposent à leurs étudiants de première année des « révisions obligatoires » de français pour leur permettre d'avoir le niveau requis pour suivre à la fac.



Campus responsables : un guide ad hoc

Non, tout n'est pas tout noir, il y a aussi du vert, en particulier sur les campus : le Guide des campus responsable fait le point, dans sa 2^e édition qui vient de sortir, sur les actions menées en matière d'environnement par les universités et les écoles, en tout cas celles qui veulent bien répondre au questionnaire qui leur est adressé chaque année – 13 universités « seulement » ont joué le jeu. Un guide téléchargeable sur www.campusresponsables.com

Les SCUIO en congrès

Comme chaque année, les SCUIO (services communs universitaires d'information et d'orientation) tiendront au début de l'été leurs Journées nationales, consacrées aux problématiques de l'insertion et de l'orientation des étudiants et en particulier, cette année, à la mise en place des nouveaux BAIP (Bureau d'aide à l'insertion professionnelle). C'est à Nice que ces journées se dérouleront cette année, du 2 au 4 juillet. Les nouveaux modes de recrutement, les actions d'aide à l'insertion professionnelle ou encore les partenariats avec les entreprises feront également partie des thèmes sur lesquels se pencheront les participants.

découvrez et commandez en un clic les publications ONISEP !
www.onisep-librairie.fr



Pourquoi pas l'humanitaire ?

C'est un secteur en plein développement. Au-delà de l'action humanitaire en situation de crise, on peut y œuvrer pour le développement, le commerce équitable, le tourisme solidaire, l'environnement... à l'étranger et en France. Mais si les opportunités sont réelles, décrocher un emploi demande une vraie préparation.



C'est un constat, que rapporte Bioforce, organisation spécialisée dans la préparation à l'emploi humanitaire et solidaire : les opportunités sont de plus en plus larges et les ONG salarient de plus en plus.

En outre, une expérience de ce type vous permettra de poursuivre à votre retour en France, par exemple dans le domaine de l'environnement, de rebondir dans d'autres ONG ou dans de grandes institutions telle l'ONU. Une voie d'insertion à ne pas négliger donc, aussi parce qu'elle est très enrichissante d'un point de vue personnel. Mais pour réussir quelques années ou pour y faire carrière, il faut se préparer correctement.

Humanitaire ou solidarité ?

Ce qu'il faut savoir d'abord, c'est que le secteur est en plein boom et les domaines d'interventions très divers. Au-delà de l'humanitaire, donc de toutes les actions qui relèvent de l'urgence ou de situations post-crisis, on peut aussi donner de soi dans le sec-

teur de la solidarité, aussi bien pour le développement dans des pays pauvres que dans le commerce équitable, le tourisme solidaire, l'environnement...

Selon une étude du CNRS, il y avait déjà, en 2007, plus de 40 500 organisations qui œuvraient dans tous ces domaines. Mais il faut choisir entre « donner du poisson ou apprendre à pêcher », souligne Bernard Bordeaux Montrieux, responsable de la Plateforme de l'emploi solidaire de Bioforce. Sachant que la 2^e solution est plus riche en emplois, l'humanitaire restant « une niche où seules quelques milliers de personnes agissent ». À titre d'exemple, Handicap International reçoit quelque 9 000 CV chaque année pour 150 premières missions à offrir.

Professionnalisation attendue

Vous devrez ensuite, après avoir jaugé vos motivations, vous questionner sur vos compétences. Car, comme le souligne Bernard Bordeaux Montrieux, il ne suffit pas de vouloir aider, même si le geste est noble, en retour « la

personne aidée se demande ce qu'on peut lui apporter ». Une question d'autant plus primordiale, insiste-t-il, que « les secteurs de l'humanitaire et de la solidarité se sont énormément professionnalisés et attendent des compétences très pointues ». Ce qui explique que la moyenne d'âge pour commencer soit passée d'environ 22 ans à 27-30 ans. Du coup, on préfère souvent les jeunes ayant une formation « outil-métier » qui prépare à des métiers précis, à ceux qui ont une formation généraliste. Bref, les profils issus d'écoles d'ingénieurs, de commerce, IUT ou BTS plutôt que les universitaires. Ce qui ne veut pas dire que ces derniers n'ont pas leur chance.

Une bonne alternative est de toquer à la porte des associations qui envoient des volontaires. Tout simplement, comme le souligne Bernard Bordeaux Montrieux, parce que « là on est dans l'échange, la relation et non la compétence pointue. Un ingénieur pourra très bien être prof de maths. » Autre solution, valable aussi pour les profils « professionnels », « être passé avant par le monde de l'entreprise », et ce d'autant que s'il y a

pléthore de candidats pour des premières missions, les grandes organisations peinent à recruter des chefs de mission ayant des capacités de management et de gestion. Même les profils médicaux sont attendus avec au moins deux ou trois ans d'expérience.

Le bénévolat, un atout de poids

Les 3^e cycles universitaires en lien avec l'humanitaire sont aussi à considérer, à condition de suivre ces formations dans une logique précise. « Ce seul bagage ne suffit pas, sachant que sont recherchées des personnes qui savent gérer un budget, trouver des financements, connaissent l'approvisionnement, l'hydraulique, etc. », poursuit Bernard Bordeaux Montrieux. « Elles sont donc utiles, par exemple pour quelqu'un qui a un DUT en gestion pour avoir une bonne connaissance du contexte. »

Enfin, si formation et expérience pro ont leur poids dans un recrutement, l'engagement bénévole aussi, « qui permet de bien

connaître l'environnement de la solidarité mais donne aussi la preuve du désir d'engagement », constate Bernard Bordeaux Montrieux. Il y a matière à faire, sachant qu'il y a aujourd'hui quelque 100 000 bénévoles investis dans des associations solidaires. Autre impératif, bien s'informer avant, sachant que de nombreuses informations sont aujourd'hui disponibles sur la Toile. Tout ceci pour « faire la preuve que vous n'êtes pas là par hasard et que vous souhaitez vous engager pour longtemps », poursuit le responsable de Bioforce.

Plus d'opportunités en France

Enfin, il ne faut délaissier les opportunités en France. Au contraire. En moyenne, ce sont 800 à 1 000 postes à pourvoir à peine chaque année dans le monde, mais 17 000 salariés qui œuvrent pour la seule Croix Rouge en France. Pour ceux qui tiennent à partir à l'étranger, les meilleures opportunités sont offertes par les associations d'envoi de volontaires et vous permettront de donner de vous-même

Pour ne pas se présenter en touriste

- * se questionner sur soi et ses motivations : pouvoir mettre des mots sur ce qui vous anime;
- * se questionner sur ses compétences : que puis-je apporter ?
- * justifier d'une expérience pro de 2 ou 3 ans et/ou d'un engagement bénévole;
- * s'informer sur le secteur via notamment :
 - pour l'humanitaire : Coordination Sud
 - pour l'environnemental : Réseau-tee
 - pour la coopération décentralisée : Cités unies
 - pour le commerce équitable : Plate-forme pour le Commerce équitable
 - pour le tourisme solidaire : ATES
 - pour le volontariat : Volontaires du Progrès, Délégation catholique pour la coopération, Service coopération au développement, Enfants du Mékong...

en moyenne deux ans.

L'idéal selon Bernard Bordeaux Montrieux, est de commencer d'abord par travailler, le statut de volontaire de la solidarité internationale vous donnant un motif légitime de démission et la possibilité de conserver vos

droits Assedic au retour.

Quelle que soit l'orientation choisie, « les expériences sont très riches et font grandir la personne », souligne le responsable. « Au niveau professionnel, on acquiert souvent très vite des responsabilités, on apprend à être polyvalent, et au niveau personnel, on reçoit beaucoup plus que ce que l'on donne ».

Camille Pons

6 mois à 1 an en moyenne avant de partir

- ❖ il faut compter en moyenne entre 6 et 8 mois quand on postule auprès d'associations de volontaires,
- ❖ 6 à 12 mois pour les autres organisations sauf cas d'urgence,
- ❖ Plus rapide, le tourisme solidaire parce qu'il correspond à des besoins émergents, ou les chantiers de jeunes.

RETOUR D'EXPÉRIENCE



Après avoir travaillé sept ans en tant qu'électrotechnicien, Djalil Lachichi s'est formé chez Bioforce aux métiers de la logistique. Il est parti en volontariat mettre en place un système d'eau dans un camp de réfugiés au Darfour, puis en Indonésie pour reconstituer des rivières dévastées par le Tsunami. Il fait actuellement un « break » avant de postuler pour une autre mission.

« J'étais déjà bénévole pour le foyer Notre Dame des sans-abris et j'avais participé à la logistique d'un festival de cinéma indépendant. J'avais besoin de faire plus, de voyager et de découvrir d'autres cultures. Partir avec un petit ONG, Triangle, m'a aussi appris la débrouille car nous avions peu de moyens. Le plus intéressant pour moi a été le partage avec les populations locales, tant parce qu'ils nous aidaient à trouver des solutions techniques (transports) ou des ressources que par leur ouverture. J'ai découvert une culture et un mode

de vie que l'on ne peut pas rencontrer en Europe. Pas seulement la solidarité, mais la gentillesse, le respect. Malgré leur vulnérabilité et leur misère, nous ne pouvions pas repartir de chez quelqu'un sans boire le thé. Le choc, je l'ai eu surtout au retour, en voyant le gaspillage et les mentalités ! En France, c'est un peu chacun pour soi. J'ai vraiment l'impression d'avoir été utile et efficace, même si on ne s'en rend pas compte en temps réel car il y a beaucoup de travail. Selon moi, n'importe qui peut avoir les qualités pour travailler dans l'humanitaire. Mais il faut être patient, curieux et ne pas avoir peur de se sentir seul de temps en temps. »

Mastérisation des enseignants : ce qui va changer

C'est un projet de réforme qui fait du bruit et suscite beaucoup de peurs. Au-delà des changements majeurs qui consistent à élever le niveau d'obtention du diplôme et à donner la responsabilité des formations aux universités, se préparer aux métiers de l'enseignement devrait rester accessible à tous.

Bien que la réforme ait été repoussée d'un an, un certain nombre de mesures semblent acquises.

Dans le nouveau schéma, le concours se passera à l'issue du M1 et non plus de la licence.

Autre nouveauté, les nouvelles formations seront portées par les universités mais l'IUFM restera partie prenante dans leur définition. Il y aura donc un grand nombre de masters mais avec un cadre national, cadre qui sera bientôt complété par les recommandations que la commission Filâtre-Marais doit faire en juillet, notamment sur les contenus et les modalités des concours, la nature des masters et leur articulation avec les concours et la place des stages.

Concours à bac +4

Ces périodes de terrain, formation professionnelle à laquelle tiennent tant les IUFM, pourront représenter 108 heures par année de formation : stages d'observation en M1, stages en responsabilité en M2, c'est-à-dire

Les aides financières

- ◆ 12 000 bourses au mérite en M2, pouvant atteindre 2 500 euros,
- ◆ 1 complément de 1 449 euros annuels pour les boursiers à taux 0,
- ◆ 1 rémunération de 3 000 euros lors du stage en responsabilité en M2,
- ◆ 9 000 postes d'assistants d'éducation réservés : 5 000 pour les inscrits en M2 et 4 000 pour les M1,
- ◆ le maintien de la rémunération des fonctionnaires qui souhaitent se préparer au métier via un dispositif de réorientation.

en ayant en charge une classe, rémunérés. Par ailleurs, au lieu d'attaquer avec un plein temps la première année, les enseignants stagiaires qui auront eu leur M2 passeront plus de temps en formation continue, hors établissement, et seront suivis par un tuteur qui pourra intervenir dans la classe.

Comme le concours sera situé à bac +4 et non en licence, il faudra s'engager un an de plus avant de candidater, sachant que l'État a toutefois prévu des compensations financières, principalement en M2, mais aussi en réservant des postes d'assistants d'éducation à ces étudiants dès le M1 (voir encadré). Mais pour 2009-2010, les concours restent

inchangés : ils sont donc encore ouverts aux licenciés et, avec une dérogation, à ceux qui sont déjà inscrits en M1.

Camille Pons

Dernière minute

Les précisions viennent de tomber au moment où boucle CEdipe : au titre des « mesures transitoires » mises en place pour 2009-2010, les étudiants inscrits en IUFM pour préparer les concours 2009-2010 pourront valider un M1, et les lauréats du concours 2010, titulaires d'un M1, pourront être recrutés comme fonctionnaires stagiaires dès la rentrée 2010, et n'auront pas besoin d'attendre un an pour valider un M2.



Un formateur « motivé »

Plutôt que de travailler sur les compétences, Xavier Soler forme pour aider tout un chacun à trouver ses motivations et celles des autres. Utile pour l'orientation comme pour l'insertion, le constat étant que pour vivre heureux, assure-t-il, il faut satisfaire nos motivations.

Pourquoi la motivation est-elle devenue votre fer de lance ?

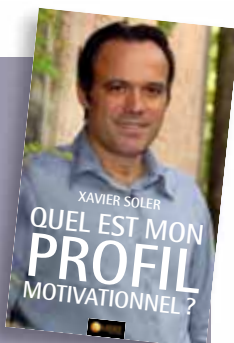
J'ai moi-même fait les frais d'une erreur d'orientation ! J'ai suivi une licence de gestion et commencé en faisant de l'audit jusqu'à ce que l'on me propose de faire du commercial, ce qui me correspondait plus. C'est un psychosociologue de l'APEC qui a mis le doigt sur mes motivations. J'avais beau être en pleine réussite, je n'étais pas content de ce que je faisais. J'étais fait pour former les autres. Mon nouveau métier m'a changé et me rend heureux. Ce qui nous fait agir au quotidien de manière consciente et inconsciente et explique nos actes, ce sont nos motivations. Il n'y a donc pas de plus beau cadeau que de les trouver et de mettre en face un métier.

Comment votre livre, « Quel est mon profil motivationnel », peut-il servir à définir ses motivations et à valider ses choix d'orientation professionnelle ?

Ce livre-outil permet de mesurer la force de ses motivations à un moment de sa vie, en définissant ce qui est important, un peu moins ou peu significatif. On peut mesurer 16 motivations

Un motivé qui cherche à motiver

Xavier Soler a créé, en 1990 à Toulouse, le cabinet XS Training avec Hélène Defastelle. Il apprend aux autres, par le training individuel et collectif, à manager par la motivation ou à s'orienter en s'appuyant sur ses propres motivations. Après « Qu'est-ce qui vous fait courir ? », son livre « Quel est mon profil motivationnel ? » permet de mesurer le poids de ses motivations dans ses actes quotidiens et de valider ses choix d'orientation personnelle et professionnelle.



(voir encadré), en auto-évaluant sept facteurs qui les composent. Par exemple, pour l'intérêt collectif, à quelle hauteur je mesure mon sens de l'intérêt général, mon esprit d'entraide, mon altruisme, ma vision collective, le respect de règles et des valeurs, l'esprit d'équipe.

« On est là où on doit être quand on éprouve du plaisir, parce qu'on satisfait nos motivations »

Comment y fait-on correspondre un métier ?

Il faut interpréter les profils. Par exemple, pour être architecte, il faut avoir des motivations prédominantes : conceptualisation, innovation pour résoudre des problèmes complexes, un amour propre élevé pour relever des défis, une motivation considération importante car il faut être capable d'écouter son client. Et pour faire de très bons architectes, il faut une motivation pratique pour que ce que l'on conçoit puisse être mis en œuvre, ainsi qu'une motivation pouvoir développée pour diriger les corps de métiers sur des chantiers.

Quand doit-on définir ses motivations ?

L'idéal est de tracer un profil motivationnel dès le lycée. Mon fils n'était pas heureux et c'était très dur de le faire travailler. On s'est aperçu que ce qui lui plaisait le plus était le sport. Il a choisi de devenir agent de joueur. Depuis, il est vraiment motivé parce qu'il sait pourquoi il bosse. Après, il faut être capable de se réajuster, également quand on a le sentiment d'avoir fait le tour de son métier. Faire son profil permet de trouver les nouvelles activités qui nous correspondent. Mais attention, cela se traduit souvent par le désir de manager. Or, dans un cas sur deux les gens le font parce que c'est considéré comme la voie de promotion classique alors qu'ils ne sont pas faits pour ça.

« On peut vivre des motivations par procuration, celle des parents »

par exemple. Cela vaut la peine de faire son profil motivationnel si on ne veut pas traîner ça toute sa vie comme un boulet »

Comment se rend-on compte qu'on a bien choisi ?

On est là où on doit être quand on éprouve du plaisir, parce qu'on satisfait nos motivations. A contrario, si l'on n'a pas d'enthousiasme, pas d'engagement, c'est que l'on n'a pas trouvé sa voie. On peut vivre des motivations par procuration, celle des parents par exemple. Cela vaut vraiment la peine de faire son profil motivationnel, si on ne veut pas traîner ça toute sa vie comme un boulet.

Que pensez-vous des autres méthodes sur lesquelles on peut s'appuyer pour s'orienter ?

Un bilan de compétences, c'est bien, mais il faut savoir à quoi on marche car si seulement deux motivations sont satisfaites, ça n'est pas suffisant.

Vous dites que c'est important de satisfaire aussi ses motivations personnelles...

Les travaux de recherche montrent que l'on a intérêt à satisfaire les motivations dans cinq autres domaines que le travail : relations sociales, famille, loisirs, développement personnel et santé. On peut définir les activités qui nourrissent nos principales motivations, par exemple des apéritifs

16 motivations à évaluer

- considération,
- économique,
- affectivité,
 - plaisir,
 - sécurité,
 - confort,
 - pratique,
- conceptualisation,
 - innovation,
- intérêt personnel,
 - visibilité,
- intérêt collectif,
- amour propre,
 - paraître,
 - pouvoir,
- réalisation de soi

et soirées quand on a une forte dimension affectivité. Mais pas seulement. Actuellement, les jeunes se protègent en faisant surtout la fête. Mais ils ne seront pas, par ce seul biais, prêts à subir la pression sur le marché du travail.

En temps de crise, les motivations doivent-elles être davantage prises en compte ?

C'est un facteur majeur d'équilibre personnel que d'équilibrer toutes les activités de sa vie. Si on le fait, on résiste bien mieux au stress et à la pression. Alors, oui, la motivation, c'est le remède anti-crise.

Propos recueillis par Camille Pons

Cart@jobs dénicher les entreprises qui recrutent

Il fallait y penser : faire une carte qui signale les entreprises dynamiques, potentiellement recruteuses, pour donner aux chercheurs d'emploi des ouvertures en période de crise.

Jobetic a lancé sa Cart@jobs fin février. Une carte Google, consultable gratuitement sur www.jobetic.net/cartajobs_a1863.html, qui met en exergue deux catégories d'entreprises, organisations, institutions : celles, signalées par des signets rouges, qui ont annoncé des plans de recrutement sur l'année - Areva par exemple qui prévoit plusieurs milliers d'embauches - et celles, localisées par des signets bleus, qui investissent, rachètent, lèvent des fonds, créent des usines, ont des plans de recrutement, sont en phase de création... Bref qui sont « en dynamique positive et donc potentiellement intéressées par des candidatures spontanées », explique la fondatrice du site, Corinne Zerbib.

Les candidats peuvent ainsi découvrir les entreprises qui bougent en se déplaçant sur la carte de France ou en se servant de l'index des jobs par secteur, sachant que les signets ont un lien vers la source d'information.

Dénicher les emplois là où il n'y aura pas d'offres

L'idée est venue d'un simple constat : la place énorme laissée ces derniers mois aux informations déprimantes, les fermetures et licenciements. Or, comme le souligne Corinne Zerbib, « il y a aussi des bonnes nouvelles mais noyées dans la masse ». Jobetic a donc choisi de faire de la veille pour aller à la pêche à celles-ci. Exemple, on trouve pour l'industrie automobile, qui fut parmi les plus touchées par la crise, un signet à Nersac (16) qui indique que Johnson Controls-Saft doit fabriquer des batteries pour Ford ou encore un autre à Clermont-Ferrand où Michelin recrute 700 CDI.

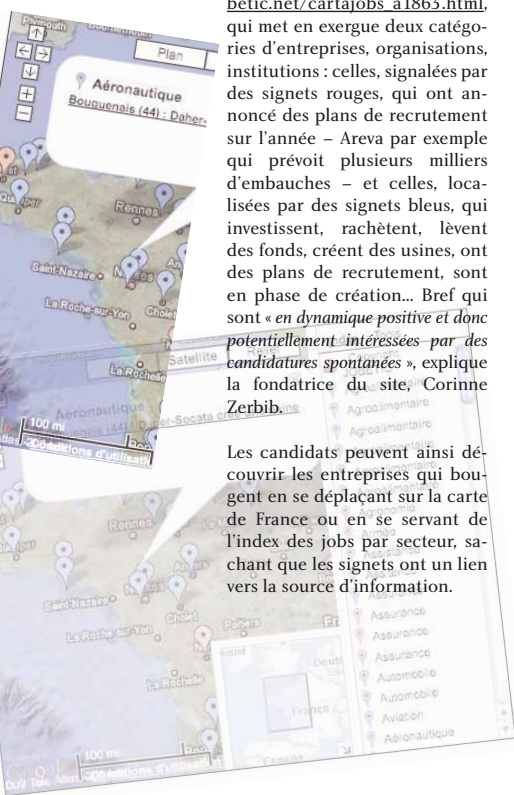
Un service à ne pas négliger si l'on veut se démarquer. « Il y a de plus en plus de demandeurs d'emploi. Se contenter de répondre à une annonce revient à être noyé au milieu de milliers d'autres petits camarades », analyse Corinne Zerbib. « Si on fait une candidature spontanée, personnalisée, soignée, en se documentant bien sur l'entreprise,

on a ses chances. » Selon une enquête 2008 du Centre d'études de l'emploi, plus d'un tiers des postes est pourvu avant la publication d'une offre d'emploi grâce à la candidature spontanée. Or ce service permet justement de localiser les opportunités du « marché caché », celui qui ne fait pas l'objet d'offres d'emploi.

Détecter les signaux d'activité

Trois personnes sont en charge de détecter les signaux d'activité positive, en scannant les médias et via des retours d'informations de correspondants, voire d'intermédiaires. Des informations mises à jour en temps réel « car l'information dans le domaine de l'emploi a une date de péremption limitée. Il faut sauter dessus immédiatement », explique Corinne Zerbib. Cart@jobs recense aujourd'hui environ 200 entreprises.

Camille Pons



Le Cned : une autre manière d'étudier

CNED SUPÉRIEUR

À partir de
430 €
l'année

Vous cherchez une formation professionnalisante et une qualification appréciée des employeurs ?

Tourisme, hôtellerie, restauration

- BTS animation et gestion touristiques locales
- BTS hôtellerie, restauration
- BTS ventes et productions

Industrie

- BTS conception de produits industriels
- BTS électrotechnique
- BTS informatique et réseaux pour l'industrie et les services techniques
- BTS maintenance industrielle
- BTS systèmes électroniques

Santé, social

- BTS diététique
- BTS économie sociale familiale
- BTS services et prestations des secteurs sanitaires et sociales

Commerce, gestion et communication

- BTS assistant de gestion de PME-PMI
- BTS assistant de manager
- BTS commerce international à référentiel commun européen
- BTS communication des entreprises
- BTS comptabilité et gestion des organisations
- BTS informatique de gestion
- BTS management des unités commerciales
- BTS négociation et relation client

Droit

- BTS notariat



4 possibilités

- Formation classique sur 2 ans,
- avec stage(s) obligatoire(s)
- Formation épreuve par épreuve
- Compléments d'enseignement
- Mises à niveau selon les BTS



www.cned.fr/bts

© DDCOM.FR - 05-2009 / DIGITAL VISION

www.cned.fr

05 49 49 94 94



CENTRE DE RELATION CLIENT
Délivré par AFNOR Certification
www.marque-nf.com

Lundi à vendredi : 8h30 - 18h
Tarification ordinaire, sans surcoût

CNED

Se former tout au long de la vie

De la nécessité de préparer son retour

Un retour de mobilité professionnelle ou pré-professionnelle se prépare autant qu'un départ. Au-delà de la paperasserie administrative, le retour à l'emploi ou au sein de la boîte qui vous a expatrié-e ne se fera pas nécessairement avec le tapis rouge. À vous de tisser votre réseau et de ne pas couper le cordon ombilical avec la France même si vous vous éclatez à l'étranger.

Le constat est fait depuis quelques années. Autant on se documente bien avant de s'expatrier, autant le retour au bercail reste souvent insuffisamment préparé.

Or, au-delà du choc culturel et des tracasseries administratives, il faut aussi anticiper pour votre job. Pour les aspects administratifs, l'un des meilleurs outils reste le guide en ligne édité par la Maison des Français de l'étranger. Vous trouverez conseil aussi au consulat et sur les forums d'expatriés, dont celui de la MFE, où l'on échange sur des expériences similaires et des bons tuyaux.

Attester de son expérience au retour

- * Attestations et certificats d'employeurs,
- * Bulletins de salaire,
- * Rapport d'activité.

En tête de ce qu'il faut prévoir avant son départ, prévient Christiane Moreau à l'accueil de la MFE : « récupérer un quitus fiscal qui montre que l'on est en règle avec les impôts étrangers et qui risque d'être demandé par les impôts en France, se faire radier de l'inscription consulaire et demander un certificat de changement de résidence pour ne pas payer des frais de douane, voire pour ouvrir certains droits en France, se faire radier du centre de vote pour pouvoir revoter en France, contacter les banques pour transférer les comptes... » Tout cela en s'y prenant au mois trois mois avant le départ, car la réactivité diverge selon les pays. Idem pour le logement, sachant que l'on peut consulter les offres en ligne, demander à la famille de chercher pour vous, s'adresser aux services sociaux de la mairie...

Enfin, si l'on a passé son permis de conduire à l'étranger, l'échange avec le document français doit être fait impérativement dans l'année qui suit le retour. Démarches plus importantes évidemment si on est hors Union européenne.

Quelqu'un là-bas, anonyme au retour

En revanche, le retour côté professionnel ne s'effectue pas en consultant un guide. Les attestations professionnelles et bulletins de paye qu'il ne faut pas oublier de demander vous aideront dans la recherche d'emploi mais ne suffiront pas. Là, « L'idéal est de ne pas totalement couper les ponts avec la France, avec l'environnement social, culturel et professionnel », souligne le directeur de la MFE, Jean-Michel Feffer. Facile à faire avec Internet et en achetant des journaux français.

Pour ceux qui ont été envoyés par leur entreprise, il faut rester en contact régulier avec les collègues par mail ou téléphone pour connaître la vie de l'entreprise. « Si l'on attend, beaucoup de choses auront changé », insiste Jean-Michel Feffer. « De plus, à l'étranger l'expatrié vit une expérience enthousiasmante, très riche et bénéficie d'une certaine reconnaissance. Logiquement il s'attend à des promotions ou des nouvelles fonctions valorisantes mais souvent ce n'est pas le cas. Il est quelqu'un là-bas et quand il rentre il se re-

trouve noyé dans la masse. Il faut se préparer psychologiquement car cela peut provoquer des frustrations importantes ! »

Pour ceux qui sont partis individuellement ou souhaitent changer de boîte, il est également important « se préparer au retour à l'emploi plusieurs mois avant », via le réseau familial et amical par lequel vous aurez peut-être des opportunités, « en regardant les offres d'emploi mais aussi en envoyant des courriers aux entreprises où l'on peut valoriser le savoir-faire acquis et ce séjour ».

Savoir valoriser l'expérience même si elle est peu pointue

Au-delà de la langue apprise, « on peut valoriser la connaissance de l'environnement professionnel autant que culturel, le fait que l'on sait comment fonctionne le management et les rapports professionnels de ce pays : c'est utile par exemple pour se positionner sur des négociations commerciales », conseille Jean-Michel Feffer.

Pour les plus jeunes qui s'expatrient en cumulant des petits jobs grâce au Visa vacances travail*, l'astuce est de prévoir un rapport d'activité qui complète bien un CV « petit », en listant « ce qui a été mis en œuvre, les embûches rencontrées et comment elles ont été surmontées... ». Un bon moyen de « se crédibiliser et de se différencier ». Parce qu'il y aura encore des employeurs, hélas, pour considérer que vous aurez pris du bon temps.

Enfin il est bon de prévoir, avant le départ, de cotiser à titre indi-

« Le retour : un nouveau départ »

Expatrié 5 ans en Chine pour Alstom, Philippe Laurent fait aujourd'hui du coaching pour les candidats au départ et au retour.

Quand on rentre, à quoi doit-on se préparer ?

D'abord à faire un deuil d'ordre professionnel. Quand on est expatrié, on a en général une responsabilité et un niveau d'autonomie importants. Quand on rentre, on se retrouve dans un mouchoir de poche : avec une fonction souvent réduite et plusieurs échelons hiérarchiques au-dessus. La première chose est d'avoir en tête que l'expatriation est un point dans votre carrière. Tout au long de l'expatriation, il faut rester en connexion avec son entreprise. L'idéal est d'être parrainé par un mentor en interne qui pourra vous donner des tuyaux, vous prévenir si un poste se libère, repérer à votre place. Dans mon cas, il a permis la création d'un poste. Il faut aussi, et c'est valable pour ceux qui partent individuellement, tisser son réseau. Profiter aussi de celui qui se fait naturellement avec les Français qui vivent dans le même pays que vous. Il n'y a rien de pire quand quelqu'un prend votre place à l'étranger et que rien ne vous attend au retour. La deuxième chose est de s'attendre à retrouver un niveau de vie inférieur.

Faut-il aussi se préparer à un mauvais accueil ?

Vous pouvez être vu comme celui qui s'est doré la pilule ou jalouxé. Du coup, il faut savoir rester modeste, faire profil bas en se disant que l'on a encore des



des gens qui vous en veulent, faites-vous accompagner par une personne dans l'entreprise ou quelqu'un d'extérieur, un coach, voire un avocat.

Pour ceux qui quittent un emploi pour revenir en France ?

Il faut anticiper dès le départ à l'étranger ! Savoir ce que vous ferez au retour. Au mieux, vous pouvez informer une entreprise de votre projet et être intégré dans un plan pour le retour. Sinon, quelques mois avant, il faut se repositionner avec des entreprises françaises, mais pas forcément à des postes de direction, ou dans une entreprise qui a des vues sur le pays où vous êtes allé. Il faut considérer le retour comme un nouveau départ. Et dans tous les cas, accepter de ne pas avoir tout de suite tout ce que l'on veut.

Et côté personnel, comment prépare-t-on se retour ?

Il faut lister les points positifs de ce que vous allez trouver en France et que vous n'aviez pas à l'étranger : les amis, la famille, moins de pollution, la bonne nourriture, etc. Et choisir un lieu où vous allez pouvoir bénéficier de ces points. L'important est de ne pas rentrer avec une nostalgie.



viduel pour l'assurance chômage histoire d'avoir des ressources au retour, tout comme pour la retraite ou encore de s'inscrire à la Caisse des Français de l'étranger pour être couvert en matière de sécurité sociale trois mois après le retour.

Prévoir déjà tout ça, y compris le futur quotidien en France, c'est déjà se mettre des atouts de côté pour éviter le fameux « syndrome du rapatrié ». Tout en ne s'attardant pas trop sur le séjour, la bonne moyenne se situant entre 3 et 5 ans. « Cela permet de profiter professionnellement, culturellement et personnellement et le monde aura moins bougé au retour qu'en 20 ans ! » analyse justement Jean-Michel Feffer.

Camille Pons

** pour les jeunes jusqu'à 30 ans pour le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Japon.*

À quoi penser absolument avant le départ

+ à son assurance chômage :
prévoir des cotisations individuelles,

+ à sa protection sociale :
s'inscrire à la Caisse des Français de l'étranger pour être couvert au retour,

+ à tisser/entretenir un réseau
pour des futures opportunités d'emploi,

+ à signaler à une ou plusieurs entreprises
que l'on s'expatrie et que l'on est candidat à l'embauche au retour,

+ pour ceux qui sont expatriés par leur entreprise,
garder le contact avec un « mentor » en France.



Entretien d'embauche

« Être cohérent entre ce que l'on est et ce que l'on montre »

Un entretien d'embauche ne se limite pas à l'échange verbal. Il y a des codes comportementaux et vestimentaires à respecter. Mais attention, tout le monde n'a pas à porter la cravate, avertit Jean-Marc Lasserre, consultant Ressources et Compétences au cabinet conseil Merlane.

Du point de vue comportemental, que faut-il respecter lors d'un entretien ?

Il faut pouvoir répondre rapidement et donc avoir quelque chose à dire, d'où l'intérêt de la préparation. Balbutier ou laisser trop de blanc installe du doute. Il vaut mieux aussi regarder fermement son interlocuteur plutôt que d'avoir les yeux baissés et les pieds en dedans : cela montre que l'on a envie d'avoir un échange.

Le candidat a-t-il le droit d'être entreprenant ?

Même s'il ne peut pas tout maîtriser, le candidat peut tout à fait demander, s'il est installé par exemple dans un fauteuil trop bas, loin du recruteur, le soleil dans les yeux... à avoir une autre place. Il peut demander par exemple s'il peut prendre des notes et, pour se faire, à avoir une table. Cela n'est pas inconvenant et montre au contraire que l'on veut avoir les moyens d'un vrai échange. Et s'il essuie un « non » catégorique, il n'a plus qu'à dire merci ! De toute manière, il saura

ainsi à qui il a à faire ! Cela n'est pas parce qu'on est candidat que l'on doit se mettre à genoux.

Les codes vestimentaires sont-ils toujours d'actualité ?

Dans certains milieux, les jeunes ont vite l'air de pingouins ! Ils ont tous le même costume, même tailleur, même coiffure, même gel... Certains le portent bien, alors que d'autres ont l'air en-

caricature. Il suffit d'avoir une tenue propre, un polo et un pantalon. Il faut savoir se mettre en perspective avec la profession et ne pas arriver avec des choses qui ne nous ressemblent pas. Un graphiste peut arriver avec les cheveux en bataille et un percing, d'autres non. Et quand on choisit de mettre une cravate, il faut qu'elle soit bien nouée et une chemise boutonnée jusqu'en haut ! Et on peut essayer d'y met-

Attention à la caricature !

- il faut respecter les codes vestimentaires de la profession : pas de costard pour un poste de mécanicien !
- si l'on choisit de porter la cravate, elle doit être bien nouée et la chemise boutonnée jusqu'en haut.

dimanchés. Mais c'est sûr qu'il y a des codes à connaître selon le poste visé. Pour postuler dans l'audit financier, il vaut mieux avoir un costume gris, une chemise blanche et une cravate neutre. En revanche, venir en costume pour un poste de technicien ou de mécanicien frise la

tre sa touche personnelle sans transgresser ces codes. Il faut être cohérent entre ce que l'on est et ce que l'on montre.

Propos recueillis par Camille Pons



L'université de Tours forme à la création d'entreprise

La pratique se développe en écoles, mais elle est encore rare en université, surtout dans les disciplines généralistes et les sciences dures. Exception à cette tendance, l'université de Tours organise un concours de création d'entreprise pour inciter tous ses étudiants à se lancer dans le montage de projet. En filigrane, elle espère susciter des vocations.

L'initiative est dans le vent. Concours, pépinières, incubateurs fleurissent en parallèle des incitations légales à la création d'entreprise, tel le nouveau statut d'auto-entrepreneur.

Le concours Créa'Campus Tours est aussi une manière « d'éveiller les étudiants au fait que, parmi les débouchés, il y a aussi la création d'entreprise », argumente Francis-Florent Gauthier, le responsable du service valorisation et partenariats. « Nous voulons donner le goût d'entreprendre, sachant que les universitaires sont peu sensibilisés à ça, ou, quand ils le sont, c'est pour des projets qui s'appuient sur des

technologies innovantes. » Le concours attire puisque la 2^e édition a recueilli 61 projets portés par 166 étudiants.

Toutes disciplines bienvenues

Mais ce qui marque surtout, c'est la diversité des origines. Aux étudiants de l'IAE, de l'école supérieure de commerce qui est partenaire de l'opération ou encore de l'IUT tech de co, se greffent des biologistes, littéraires, juristes, musiciens, spécialistes du management du sport ! « Associer des groupes pluridisciplinaires

fait l'originalité de ce concours. Sur un projet d'entreprise, on ne travaille pas que sur des aspects techniques et économiques, mais aussi sur des aspects sociologiques et humains. Au-delà du produit, il faut prévoir de communiquer, mettre à disposition des usagers... on fait donc aussi de la relation humaine », justifie Francis-Florent Gauthier. Pour ces jeunes de tous horizons, c'est l'occasion de s'enrichir mutuellement, chacun avec son approche, d'apprendre à se respecter et à prendre en compte les contraintes de chacun.

Formés, accompagnés et défrayés !

Les apports techniques sont aussi bien réels. Dix heures de formation permettent d'aborder management, gestion, marketing, aspects financiers et comptables, juridiques, etc. Auxquelles s'ajoutent sept ateliers animés par des professionnels également présents dans le jury. Et chaque groupe est accompagné par un coach et une chargée de mission, afin d'identifier des blocages et les rebooster quand ils sont face à des inconnus.

L'établissement peut aussi prendre en charge des frais de déplacement, pour des enquêtes terrain par exemple, jusqu'à 400 euros. Un vrai appui qui rend cette université inventive, même si elle s'appuie sur des parte-

naires financiers, notamment la Région Centre, et des soutiens en nature, l'association Val de France Angels par exemple.

Au final, même si la création n'est pas effective, « les étudiants ont des arguments à faire valoir dans leur CV, telles les connaissances en management », poursuit Francis-Florent Gauthier. Mieux, ils se démontrent qu'ils ne peuvent le faire alors qu'ils ne s'en croyaient pas capables... Et pour certains, c'est aussi l'occasion d'obtenir des points pour valider des ECTS. Pour ceux qui sont tentés, l'aventure redémarre l'an prochain. Pour ce faire, il faut soigner le dossier de sélection : qu'il soit complet, crédible et que l'on perçoive un groupe motivé. Les trois lauréats recevront chacun un prix de 1 000 euros.

Camille Pons

Tout projet de tous horizons disciplinaires bienvenu

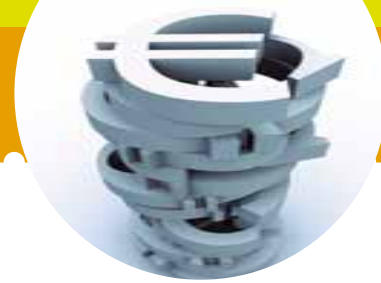
Tout profil peut être un créateur en herbe, sachant qu'il y a aussi « des créateurs dans l'économie du tourisme et de la culture mais aussi beaucoup de choses à faire autour du social », argue Francis-Florent Gauthier. Preuve en est la diversité des projets : l'élevage de poux, la création d'une e-boutique de vêtements pour jeunes handicapés, d'un siège auto transformable en poussette, d'un distributeur automatique de fournitures scolaires, de préservatifs publicitaires, la commercialisation d'huile d'argan culinaire, la livraison au bureau de déjeuners rapides « bons comme à la maison », la vente de murs végétaux aux entreprises...

« L'approche pratique permet de comprendre les cours »

David Kraemer, en IUT tech de co et agro-alimentaire, a porté le projet Club House, Centrale d'achat d'équipement sportif, avec deux étudiants de l'IAE et de l'ESUP

« J'avais déjà eu un projet de création en terminale qui est tombé à l'eau. D'où mon intérêt pour ce concours. J'ai beaucoup appris sur le droit des sociétés, les démarches pour faire une étude de marché, en comptabilité (qui n'est pas mon fort), ainsi qu'en utilisant des applications informatiques

pour traiter les questionnaires de l'étude de marché. L'approche pratique permet surtout de comprendre les cours. Les négociations avec les fournisseurs ont été pour moi l'occasion d'avoir de vrais contacts professionnels et d'apprendre à négocier les prix, les livraisons, etc. J'ai aussi eu la possibilité de travailler avec ma marraine qui travaille à la CCI Touraine sur le tableau financier. Enfin, le blog de Créa'Campus m'a permis de voir des témoignages de créateurs. Même si je ne suis pas finaliste, j'ai toujours cette envie de créer et je serai certainement candidat au concours l'an prochain. Dans tous les cas, je peux valoriser mon travail de porteur de projet sur mon CV, ainsi que toutes les connaissances techniques que j'ai acquises. »



Les métiers de la banque et de l'assurance

Non seulement de nombreux départs à la retraite dans ces deux secteurs vont laisser au cours des prochaines années de la place pour les jeunes, mais des engagements ont été pris pour favoriser la diversité des embauches. Persuadés que des profils différents peuvent venir enrichir le secteur, les recruteurs examinent toujours avec bienveillance les candidatures des juristes et des économistes, mais aussi celles des littéraires ou des sociologues, par exemple, quitte à leur offrir une formation maison avant de les installer à leur poste.

Certains d'entre vous fronceront peut-être le nez. Car la branche a, c'est vrai, souffert ces derniers temps d'une sérieuse baisse de sa cote de popularité. Entre les dégâts causés par la crise économique, la baisse du pouvoir d'achat et l'hyper-médiatisation de quelques affaires vraiment scandaleuses, le monde de la finance ne fait pas tellement rêver. Et alors? On ne va pas se laisser démoraliser pour autant. Il y a du boulot, et c'est sans doute le moment de foncer, hardi, hardi, pour profiter de l'assainissement salutaire et prouver au monde que la branche, l'un des principaux acteurs de la vie économique, mérite mieux en termes de considération.

Que vous soyez plutôt attirés par l'accueil et le conseil, le management ou la création de nouveaux produits, il y en a pour tous les goûts.

L'accueil et le conseil

Un Brevet professionnel banque, un bac + 2 « spécialisé » (il y en a plusieurs) ou plus généraliste vous permettra de postuler pour un emploi de :

> **Chargé d'accueil**: outre les opérations courantes effectuées au guichet (retraits de liquide, dépôts de chèques ou d'espèces), il informe les clients et les oriente, pour des questions plus pointues, vers les conseillers de l'agence. Il doit avoir les nerfs solides, bien présenter et cumuler de réelles capacités d'ouverture et d'écoute. Après une bonne expérience de terrain, il peut évoluer vers des postes à plus hautes responsabilités.

Avec une licence, (on compte au moins huit diplômes professionnels dans le secteur, souvent gérés en partenariat avec des établissements bancaires comme le Crédit Mutuel, la LCL ou la Bred) ou une formation encore

Pour surfer malin

Faites par exemple un tour sur
> www.afb.fr: le site de l'Association française des banques,
> www.cfpb.fr: celui du Centre de formation de la profession bancaire, mais aussi sur
> www.creditmutuel.org (la page Espace recrutement est une mine d'informations),
> www.metiers-assurance.org: site de l'observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance en ligne ou
> www.ffsa.fr: celui de la Fédération française des sociétés d'assurance.

plus longue (de type école de commerce ou master en droit des affaires) on est prêt à devenir

> **Conseiller de clientèle** : chargé de « particuliers », il identifie les besoins, propose des solutions de crédit ou de placement, et mène des actions de prospection. Il a le goût du contact, de vraies aptitudes commerciales et une excellente connaissance des produits et services bancaires. Un cran au dessus, le gestionnaire de patrimoine s'occupe du gratin qui souhaite optimiser la rentabilité de son patrimoine.

> **Chargé de « professionnels »** : interlocuteur privilégié des artisans, commerçants et professions libérales, il connaît bien les problèmes qui se posent aux petits et moyens entrepreneurs.

Dans le domaine des assurances, ce professionnel peut avoir plusieurs noms, selon son statut personnel: courtier (indépendant, qui met en concurrence plusieurs établissements pour les besoins de ses clients), agent d'assurance (travaillant pour le compte d'une compagnie précise), conseiller.

Le management

> **Le directeur d'agence**, titulaire en général d'un bac +5, a souvent quelques années d'expérience à un poste moins important. Il définit et met en œuvre les axes de développement de son équipe en cohérence avec la politique générale du groupe et s'occupe aussi de certains clients triés sur le volet. Dans le secteur des assurances, il s'appelle agent général, et est rattaché à une société dont il est mandataire.

La création de nouveaux produits

> **L'ingénieur financier** (l'actuaire, dans l'assurance) est une vraie bête en maths et sort souvent d'une grande école – avec par exemple un master d'informatique appliquée à la décision bancaire et actuarielle. Il imagine et met en place de nouveaux produits et contrats correspondant aux besoins de la clientèle. Il développe des outils d'aide à la décision (non, non, pas des horoscopes) et de modélisation (non, non, pas des maquettes).

Alors, grâce à ce rapide tour d'horizon des possibles, vous avez trouvé une piste pour votre projet professionnel? Ben, c'est Onc'Picsou qui va être fier de vous.

Sylvie de Mathuisieulx

Zoom sur le look

Ne vous leurrez pas, une apparence soignée et un style vestimentaire classique sont un must. Si vous êtes accro aux baggy's, cheveux en pétard, tatouages apparents et piercing sur la langue, il va falloir faire un effort.

La e-formation du centre de formation de la profession bancaire

Persuadée que l'utilisation des nouvelles technologies développe, chez la personne en formation, le sens de l'initiative, de l'autonomie et de la responsabilité, la FCPB (12 délégations régionales, 14 CFA partenaires) a créé, en 2007, un département dédié à la formation en ligne.



Comment monter son association

Le dicton est connu : l'union fait la force. Et pour mener un projet à bien, créer une asso est une stratégie gagnante. Petit mode d'emploi.



Les associations à but non lucratif peuvent se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable, même si tout ou partie de leurs membres sont étrangers. Et si une association peut fonctionner sans être déclarée, elle doit cependant l'être pour exister légalement, demander des subventions, soutenir une action en justice ou éventuellement acheter ou vendre en son nom. Bref, ce n'est pas un gadget, et encore moins un luxe !

La création et les statuts

Deux outils sont indispensables à la création d'une association : l'Assemblée générale constitutive et les statuts régissant son fonctionnement. La première sert tout simplement à acter l'existence de l'association en proclamant sa création et à en définir les membres fondateurs ; les seconds représentent l'équivalent

d'une constitution. Ce sont les règles de base avec lesquelles on ne transige pas dans l'exercice de l'activité associative.

Pour être à la fois efficace et démocratique, l'idéal est de commencer l'Assemblée générale en ayant préparé une première ébauche des statuts et de soumettre chaque point à l'approbation des participants, qui les modifieront, les amèneront ou les supprimeront. En cas de désaccord, le principe est simple : on vote et la majorité l'emporte.

Faites simple !

La rédaction des statuts effraie parfois ceux qui ne se pensent pas assez littéraires ou compétents juridiquement. Rassurez-vous : c'est un jeu d'enfant. Des modèles de statuts sont disponibles dans le Code civil, dans les

L'association loi 1901 est le seul statut associatif national, mais il coexiste avec celui d'association loi 1908 existant en Alsace-Moselle, qui n'a pas profité du dispositif de 1901 puisqu'elle était rattachée à l'Allemagne à cette époque.

préfectures, ou plus simplement sur Internet. Si vous montez une asso entre copains pour un projet précis, le plus simple est... de faire simple. Ne vous perdez pas dans des termes juridiques vaseux pour faire bien : l'employé de la préfecture jettera tout juste un œil à vos statuts, la seule exigence étant qu'ils ne soient pas illégaux.

En revanche, si vous souhaitez créer une association pérenne susceptible de vivre de nombreuses années, y compris après votre départ, ne perdez pas de vue que les statuts s'appliqueront aussi et surtout à vos successeurs, puisque vous n'êtes que le premier maillon d'une longue chaîne. Dès lors, évitez de donner trop de pouvoir au bureau et ne commettez pas non plus l'erreur inverse en rendant les procédures de vote trop compliquées par l'instauration d'une majorité qualifiée aux 9/10 ou autre invention de ce genre !

Sur le Net

www.loi1901.com

www.associanet.com/docs/statuts.html

(statuts types)

Si la situation l'exige, il est possible d'ajouter aux statuts un règlement intérieur : son rôle est de fixer certains points plus précisément (déroulement des conseils d'administration, possibilité de délégation de signature, etc.), mais il peut être modifié beaucoup plus facilement car il n'entre pas dans les procédures régissant le fonctionnement fondamental de l'association. Veillez toutefois à préciser ces conditions de modification dans les statuts...

La déclaration d'une association

Pour déclarer l'asso, adressez-vous à votre préfecture (ou au tribunal si vous résidez en Alsace-Moselle) avec un dossier comprenant une déclaration en deux exemplaires datée et signée par au moins deux membres du bureau, à laquelle seront joints deux exemplaires des statuts, datés et certifiés conformes par au moins deux personnes ou membres fondateurs. Ces documents doivent préciser :

- le titre exact et complet de l'association (contrairement aux idées reçues, on ne peut pas déclarer un sigle et lui donner la signification qu'on veut par la suite),
- l'adresse du siège social (une boîte postale est insuffisante),
- le but de l'association.

La déclaration doit aussi mentionner les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile, nationalité et profession des personnes chargées de la direc-

tion, de l'administration ou de fonctions dans le bureau de l'association.

Cette formalité exécutée, la création de votre association doit être rendue publique par une publication au *Journal Officiel* (ou un journal local si vous résidez en Alsace-Moselle). La parution doit avoir lieu sous un mois : dès réception du récépissé de déclaration, adressez une demande d'insertion au service préfectoral, qui la transmet à la direction des *Journaux Officiels*. Cette parution sera la première dépense de l'association puisqu'elle a un coût : 43 euros.

La déclaration de constitution d'une association la rend publique et lui permet de fonctionner en tant que personne morale légalement constituée et la publication est la preuve de l'existence juridique de l'association. Un conseil : procurez-vous plusieurs exemplaires du journal pour démarcher les banques, les institutions, etc. L'aventure commence !

Rémi Raher

Promouvoir son association

Vous faire connaître auprès d'éventuels partenaires publics et privés est toujours une bonne chose, même si c'est d'abord de façon informelle. Par exemple, la création d'un site web vous permettra de présenter à la fois votre équipe et votre projet ; c'est aussi l'occasion de faire appel aux bonnes volontés. Si vous êtes prêts à investir un peu d'argent, faites des cartes de visite (juste un logo, un nom, un numéro de téléphone et une adresse e-mail) puis distribuez-les dans les lieux de rencontre de votre ville : vernissages d'expositions, inaugurations de bâtiments, vœux du maire, etc.

Formations insolites

Formation diplômante pour se réorienter, création de jeux vidéo, stylisme-modélisme, animation en milieu rural, ingénieur paysager, avis à ceux qui cherchent des formations originales...

Échec
en licence

Rebondir à Poitiers

Vous avez décroché en début de cursus, l'université de Poitiers vous mène au diplôme quand même via son DU (Diplôme universitaire) « Rebond » qui permet de s'orienter vers une autre formation. Enseignements transversaux et fondamentaux, accompagnement pour définir des projets d'études et professionnel ainsi que le montage d'actions (journée du handicap, match d'improvisation théâtrale, réalisation audio visuelle...) ont permis de remobiliser les troupes. Et à l'établissement d'entrer dans le Top 16 des universités innovantes en matière de lutte contre l'échec en licence.

Stylisme-
Modélisme

Des diplômes universitaires existent

Deux DU, Modélisme artistique (bac +3) et Textile et habillement (bac +4), ouvrent à l'École supérieure de la Mode à Toulouse. Le partenariat avec Mod'Art international à Paris et le centre universitaire Champollion notamment implanté à Albi (Tarn), doit permettre de former des créateurs aux dimensions techniques, économiques et managériales (conception et réalisation, fabrication, production et diffusion des vêtements). Outre visiter des entreprises tarnaises, les étudiants peuvent faire leurs stages chez Bruno Saint Hilaire, Chevignon, IKKS, Le comptoir des cotonniers, Liberto, Quiksilver, Rip Curl...

Jeux
vidéo

Formation pour fans de consoles

Une formation 3D dédiée au jeu vidéo ouvre chez Objectif 3D à Montpellier. On y apprend durant trois ans le dessin, l'animation et la modélisation ainsi qu'à réaliser une maquette de jeu vidéo avec un studio de production. Fanas, ne pas s'abstenir puisqu'une étude réalisée par l'Association française pour le jeu vidéo montre que ces métiers recrutent. 13 % sont titulaires d'un bac +4 et 33,8 % d'un bac +5.
<http://game.objectif3d.com>

Animation

Animer le milieu rural

C'est nouveau : une spécialisation diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS) en « Développement de projets, territoire et réseaux » forme désormais des animateurs chefs de projets en campagne. On y apprend à créer des événements pour des jeunes, familles et personnes âgées pour favoriser la vie locale et qu'une chorale peut être un outil de socialisation, un festival de court métrages un outil de mise en valeur d'un territoire, un échange de jeunes autour d'un projet solidaire facteur de mobilisation d'habitants... Intéressant car les postes d'animateurs éclosent en milieu rural, selon Musique expérience et l'Atelier Volem qui la testent dans le Pays de la Baie du Mont St Michel.

Ingénieur
...

... du paysage

Pas si connue, une école mène au diplôme d'ingénieur-paysager grâce au partenariat entre l'ITIAP (École d'ingénieurs en aménagement paysager de l'espace) et l'Institut supérieur d'Agriculture de Lille. Titulaires de BTS ou DUT reçus sur concours sont formés en apprentissage à gérer des projets, à proposer aux clients les jardins de leurs rêves, à coordonner les acteurs autour de chantiers importants. Les diplômés du supérieur dans ce domaine représentent 14 % des nouvelles embauches.



ALUMNICE

L'association des anciens et amis de l'Université Nice Sophia-Antipolis

Afin de permettre à l'université Nice-Sophia Antipolis d'offrir à ses étudiants un réseau relationnel facilitant leur insertion professionnelle, la création d'une association des anciens était devenue indispensable. C'est ainsi qu'ALUMNICE a vu le jour...

Notre rôle

- ✓ Entretien des relations amicales et professionnelles entre diplômés par la création d'un réseau mêlant étudiants et professionnels.
- ✓ Apporter aux diplômés des outils de gestion tout au long de leur carrière.
- ✓ Faire rayonner l'image de l'Université Nice Sophia Antipolis en éditant le bulletin d'information ALUMNICE-NEWS.

Notre actualité

- ✓ ALUMNICE-NEWS, le bulletin trimestriel des anciens de l'université !
- ✓ ANNUAIRE EN LIGNE, tous les adhérents sont dans l'annuaire.
- ✓ LES RENCONTRES « étudiants/professionnels »
- ✓ VALORISATION DE NOS DIPLOMÉS : Le prêt de toges Réservez des toges pour les cérémonies de remise de diplômes en nous écrivant à contact@alumnice.com ou en téléphonant au 0698400304.
- ✓ INTEGRER UN GROUPE PROFESSIONNEL, une section, un club.



Contact

ALUMNICE - SEIP
Campus Saint Jean d'Angély
24 avenue des Diables Bleus
06357 Nice Cedex 4
Tél : 06 98 40 03 04
www.alumnice.com



Projet professionnel et doctorat, un duo gagnant

Question centrale de cet ouvrage : le diplôme de docteur est-il adapté au monde socio-économique ? La réponse est oui. À condition de mener la préparation du doctorat comme un véritable projet. À condition, aussi, d'inscrire cette expérience dans son propre projet professionnel et personnel. Si tel est le cas, alors les jeunes docteurs peuvent arriver sans complexe sur le marché du travail, conscients des compétences et de la valeur ajoutée qu'ils ont acquises. Les recruteurs n'ont alors aucun mal à déceler et apprécier l'assurance professionnelle que confère un projet bien mûri, cohérent et parfaitement maîtrisé.

Ce guide s'attache à montrer comment devenir acteur de son projet de doctorat et de sa vie professionnelle. S'adressant aux futurs doctorants et aux jeunes chercheurs déjà engagés dans la préparation d'un doctorat, il ne livre ni recettes ni certitudes, mais des réflexions, des outils méthodologiques et de nombreux témoignages de docteurs pour vous amener à réfléchir sur vous-même, vos expériences, vos compétences, vos motivations.

François Baty-Sorel et Frédérique Deloffre-Vye, Éditions Eyrolles, 148 pages, 15 euros.



Culture générale – Thèmes de société

Cette nouvelle édition mise à jour et augmentée reprend les 14 thèmes de sociétés choisis en fonction des sujets de culture générale qui tombent aux concours administratifs A et B, et sur lesquels les candidats peuvent aussi être interrogés à l'oral. Pour chaque thème, le candidat trouvera :

- un point sur le sujet, récapitulant les connaissances et les réflexions actuelles,
- une chronologie détaillée permettant de le situer dans un contexte historique,
- des chiffres et des statistiques,
- une bibliographie et des fiches de lecture,
- des citations, des sujets de dissertation et des plans détaillés de dissertation.

La Documentation française, 144 pages, 18 euros.



Classés X : les petits secrets des classes prépa

« Mon histoire est des plus classiques. Fils de profs, bon élève, fort en maths, la question de savoir ce que je voulais faire de ma vie ne s'est jamais vraiment posée. Maths sup, Maths spé, Polytechnique, disaient mes parents en plaisantant à demi lorsque j'étais au lycée »... Ainsi débute cet essai de Teodor Limann, destiné à devenir polytechnicien. Déjà auteur d'un ouvrage intitulé « Morts de peur. La vie de bureau », Teodor Limann, cadre dirigeant dans une grande entreprise pendant huit ans, revient avec ironie sur son expérience de la filière gagnante « Maths sup, Maths spé, Polytechnique ». Une réussite qu'il considère comme « un poison autant qu'une bénédiction ».

Teodor Limann, La Découverte, 100 pages, 9,50 euros.

Le Cned : une autre manière d'étudier

Vous souhaitez créer une association ou gérer votre propre entreprise ?

CNED SUPÉRIEUR

Préparez un BTS en gestion

→ BTS assistant de gestion de PME-PMI

Pour acquérir des compétences reconnues dans les domaines administratif, comptable et commercial

→ BTS comptabilité et gestion des organisations

Pour acquérir les compétences techniques, organisationnelles et en communication nécessaires pour l'exercice des métiers actuels de la comptabilité.



À partir de
430 €
l'année

3 possibilités

- Formation classique sur 2 ans avec stage(s) obligatoire(s),
- Formation épreuve par épreuve,
- Compléments d'enseignement.

www.cned.fr/bts

CNED PROFESSIONNEL

Développez vos compétences en gestion

→ Pour l'entreprise

À partir de
145 €

- Initiation à la gestion,
- Gestion comptable, gestion commerciale,
- Gestion financière, gestion fiscale,
- Gestion juridique,
- Gestion des ressources humaines.

www.cned.fr/modulesgestion

+/- 3 modules par thème - De 70 h à 210 h selon les modules.



À partir de
95 €

→ Pour l'association

- Gestion fiscale,
- Gestion administrative et juridique,
- Gestion comptable et financière.

www.cned.fr/gestionassociation

www.cned.fr

05 49 49 94 94



CENTRE DE RELATION CLIENT
Délivré par AFNOR Certification
www.marque-nf.com

Lundi à vendredi : 8h30 - 18h
Tarification ordinaire, sans surcoût

CNED

Se former tout au long de la vie

Parce qu'elle
m'avance
jusqu'à

1000€
à **0%**
pendant
3 mois⁽¹⁾



Parce
qu'elle
m'OFFRE
MA CARTE
BANCAIRE
pendant
1 an⁽²⁾

Parce
qu'elle
m'accompagne
aussi dans
ma vie
étudiante

Parce
qu'avec
l'offre **VIP**
je gagne en
indépendance

Offre valable du 15 juin au 15 octobre 2009

(1) Autorisation de découvert d'une durée maximale de 3 mois. TEG fixe de 0% exclusivement réserve en cas de souscription de l'Eurocompte VIP 16-25 ans. Offre valable une seule fois pendant la durée de l'opération. L'Eurocompte VIP peut être souscrit seul. Sous réserve d'acceptation de votre dossier. Voir conditions en agence.

(2) Dans le cadre d'une première souscription à un Eurocompte VIP 16-25 ans hors options. Sous réserve d'agrément de votre demande. Au-delà de la première année, application du tarif en vigueur dans votre agence Crédit Mutuel. Les produits et services Eurocompte VIP peuvent être vendus séparément.

www.vip-creditmutuel.fr

Crédit Mutuel
LA banque à qui parler